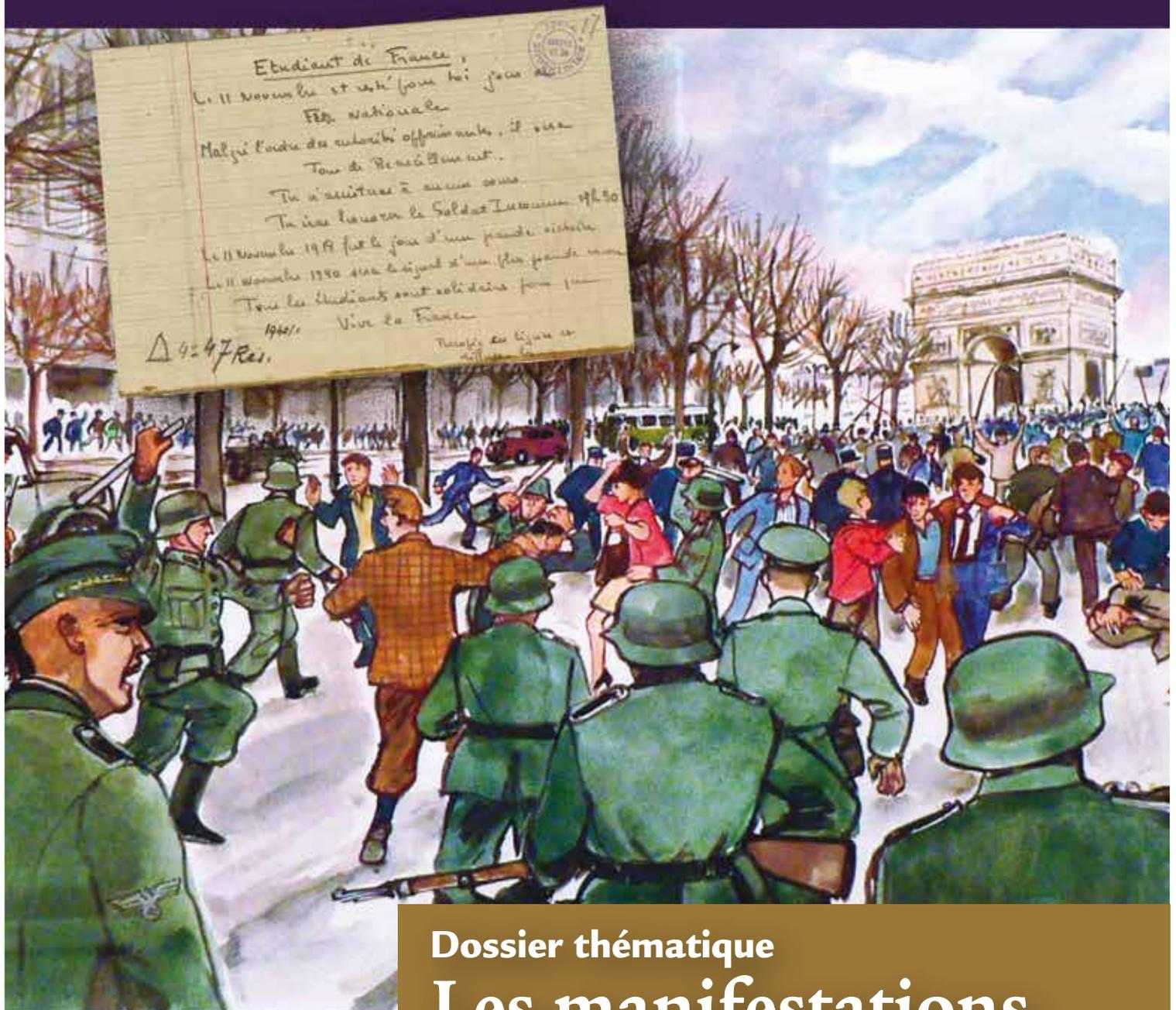


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 103 – décembre 2020 – 5,50 €



Dossier thématique

Les manifestations
du 11 novembre 1940

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Des manuels pour apprendre les bases du combat clandestin

Parce que l'action clandestine ne s'improvise pas, des organisations de Résistance diffusent des manuels techniques qui expliquent à tous ceux qui la rejoignent comment passer à l'action tout en évitant les erreurs et les pièges de la répression⁽¹⁾.

Les manuels des FTP pour développer la lutte armée

À partir de l'été 1941, la résistance communiste se lance dans la lutte armée et multiplie les attentats et les sabotages. Manquant d'explosifs, les résistants communistes utilisent largement la technique de sabotage par déboulochage et écartement des rails.

Ce procédé prouve son efficacité lors des sabotages ferroviaires du 16 avril et du 1^{er} mai 1942 à Airan (Calvados) qui provoquent d'importants dégâts matériels et la mort d'une quarantaine de soldats allemands. Fort de ce succès, les membres de la direction parisienne des Francs-tireurs et partisans (FTP) viennent sur place pour en tirer toutes les leçons. Ils sont les premiers à rédiger un manuel de sabotage qui est diffusé en zone occupée dès l'été 1942. Pour éviter d'éveiller les soupçons, ce manuel subversif est présenté sous une couverture factice correspondant parfaitement au style des brochures publiées par les organismes officiels de Vichy. Par son titre anodin, *Ce qu'il faut savoir sur la Défense passive*, et son auteur au dessus de tout soupçon, « A.J. Kling, Directeur du laboratoire municipal de la Ville de Paris », tout est fait pour inspirer confiance et éviter que lors de fouilles les forces de répression ne se livrent à une observation plus minutieuse.

Plusieurs autres manuels d'instruction militaire circulent parmi les FTP. Par exemple, sous les apparences d'un mémento de scoutisme se cache en fait un précis technique de 52 pages décrivant à grand renfort de schémas le fonctionnement, l'entretien, le démontage et remontage des principales armes qui peuvent se trouver entre leurs mains. Il présente successivement les armes parachutées par les Alliés mais aussi celles récupérées dans des stocks clandestins de l'armée française ou bien encore celles prise aux Allemands.

Les manuels du CAD pour aider les réfractaires du STO

Baucoup d'autres manuels vont circuler à partir de 1943. Le Comité d'action contre la déportation (CAD) est créé à l'été 1943 par la Résistance pour coordonner l'aide aux réfractaires

au Service du Travail Obligatoire (STO). Une de ses premières actions est de diffuser des « conseils aux réfractaires » sous la forme d'un fascicule au titre trompeur : *Tu seras un scout courageux et loyal. Comment organiser un camp de vacances*. En seize pages ce petit manuel offre un condensé d'informations pratiques tirées de l'expérience déjà acquises par les premiers réfractaires. Recommandations et mises en garde se succèdent pour organiser la vie d'un groupe de clandestins : la taille idéale du groupe (« une dizaine d'hommes »), le choix du chef (« le plus actif, le plus débrouillard, le plus décidé » et celui « qui a le plus d'autorité personnelle »), le choix du lieu d'hébergement (« peu connu et aussi bien caché que possible »), la vigilance à l'égard « des mouchards de Vichy et des Boches », l'aménagement du camp, le soin aux blessés... Il donne une liste précise de l'équipement, des vêtements et des vivres que doit prendre avec lui un réfractaire au moment de son départ vers le maquis. Il conseille sur les rapports que doit entretenir le groupe avec la population locale notamment pour son ravitaillement en s'abstenant « de toute espèce de maraudage » et en rendant « au contraire service le plus possible de façon à conserver la sympathie de la population ». Enfin, dans les chapitres « Assurer la sécurité », « Organiser la résistance » et « Devenir des combattants », ce guide amène de proche en proche les réfractaires à se constituer en formations maquisardes après s'être procurés des armes, avoir reçu une instruction militaire et s'être rapprochés des organisations locales de Résistance.

Toujours dans le cadre de la stratégie de lutte contre le STO, le CAD coordonne la fourniture de faux papiers aux réfractaires pour leur permettre d'échapper aux recherches. Les centrales des faux papiers des différentes organisations de Résistance sollicitées se lancent dans une véritable production industrielle de tous ces documents. Cependant, les faussaires sont parfois formés sur le tas tant la demande est exponentielle. À leur attention, Michel Bernstein, responsable de l'atelier de faux papiers du mouvement Défense de la France, rédige un manuel technique pour faire en sorte que les documents falsifiés soient fidèles aux pièces



Fausse couverture et pages intérieures d'un manuel clandestin FTP.

Cette brochure ne traite pas de scoutisme mais du fonctionnement et du maniement d'armes à la disposition des FTP.

officielles en respectant rigoureusement les logiques administratives. Diffusé par le CAD, ce *Manuel du faussaire 1943* est camouflé sous une couverture factice portant comme titre *Voulez-vous voyager dans de bonnes conditions ?*

Mais le recours au subterfuge des couvertures postiches ne prémunit pas toujours contre le risque d'arrestation. Ainsi, Willy Holt, jeune résistant parisien, est arrêté par la Gestapo le 24 décembre 1943 en gare de Grenoble non pas à cause de la somme d'argent qu'il convoie au maquis du Vercors mais en raison d'un manuel de guérilla qui comporte des illustrations compromettantes. « À la descente du train, je fus intercepté par un S.S. Je ne me souviens plus du prétexte que je lui donnai pour expliquer la présence de l'argent. J'oubliais un livre que j'avais placé dans une pochette de la valise – un manuel de guérilla urbaine [...] que le réseau m'avait donné la tâche de résumer. Le S.S. le découvrit. Il ne savait pas un mot de français. Il feuilleta le livre sans en comprendre un mot, et il allait me le rendre, et me laisser partir, quant il vit une illustration qui représentait un homme, caché derrière une embrasure, tirant à la mitrailleuse. Ce qui l'alerta. Il appela un officier, qui vit de quoi il s'agissait⁽²⁾. » ●

Frantz Malassis

(1) Cet article ne traite que de quelques manuels rédigés par la Résistance intérieure. Il n'aborde pas les manuels parachutés par les Alliés.

(2) Cf. Willy Holt, *Femmes en deuil sur un camion*, Paris, Nil éditions, 1995, p. 14-15. À l'issue de cette arrestation, identifié comme Juif (bien qu'il ne le soit pas) parce que circoncis, il est déporté à Auschwitz. Après la guerre, devenu chef décorateur, Willy Holt a marqué le cinéma travaillant pour de grands metteurs en scène.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les manifestations du 11 novembre 1940

- La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris. Le contexte, l'événement, la mémoire .p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Les manifestations du 11 novembre 1940 en province p. VI
Par Fabrice Bourrée
- L'association des résistants du 11 novembre 1940 porteuse de la mémoire gaulliste..... p. VII
Par Fabrice Bourrée
- La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris vue par ses acteurs p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 5
- Activités du département documentation et publications p. 8
- À lire p. 6

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs : Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression : humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 103 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal : décembre 2020

L'année 2020 a été une période difficile où la Nation française toute entière a été et reste mobilisée pour faire face à des enjeux majeurs.

La pandémie de la Covid-19 a amené les pouvoirs publics à prendre des mesures exceptionnelles pour tenter de contenir la propagation accélérée du virus et épargner des vies en décrétant deux phases de confinement. Ces décisions sans précédent ne seront pas sans conséquences pour notre économie et pourraient bien fragiliser notre cohésion sociale. Pour éviter cela, il faudra, comme il a su le faire au cours de son histoire lors des périodes de crise, que notre Pays se mobilise dans un élan de civisme, de solidarité et d'innovation afin de surmonter les difficultés que nous traversons.



Le mot du Président

Ces derniers mois ont également eu lieu sur notre sol de nouvelles attaques terroristes visant nos valeurs républicaines que sont la liberté d'expression et la laïcité, bases d'une volonté de vivre ensemble quelles que soient nos convictions et nos origines. Ce socle de notre cohésion nationale est inscrit dans la devise même de la République française : Liberté, Égalité, Fraternité. Ces principes sont les fondements de notre démocratie où les différences de pensées, de cultures et de religions sont pleinement acceptées tant qu'elles ne constituent pas un péril pour autrui ou pour la République. En imposant un climat de menace constant avec la crainte de nouvelles attaques, la stratégie des terroristes est évidente : créer les conditions d'un repli communautaire pour atteindre la République française en plein cœur et l'affaiblir durablement. Soyons conscients de leur méthode et engageons nous en tant que citoyens responsables pour ne pas nous laisser enfermer dans cette voie. Affirmons tous ensemble l'importance des valeurs qui, à l'époque, inspirèrent la Résistance française alors que le régime de Vichy tentait de faire disparaître tous les symboles républicains, jusqu'à sa devise remplacée par celle de Travail, Famille, Patrie.

Le rempart le plus sûr pour lutter contre l'obscurantisme et toute forme de fanatisme sont la culture et l'éducation. Ainsi, prenant conscience durant la première période de confinement, de l'appétence des internautes à s'instruire et se documenter sur la Résistance grâce à nos différentes ressources en ligne⁽¹⁾, l'équipe de la Fondation renforce et diversifie son offre numérique en lançant la chaîne de la Fondation de la Résistance sur la plate-forme vidéo Youtube⁽²⁾. De nombreuses ressources audiovisuelles inédites y sont déjà disponibles : témoignages de résistants, mises au point sur des événements ou des thématiques, commentaires de documents ou encore captations de journées d'études et de formations. Alimenté régulièrement, ce nouveau support de communication permettra de répondre à une demande sociale dans une période où les habitudes de recherches et de consommations culturelles sont profondément modifiées.

Fort de toutes ces offres mises à disposition gratuitement, la Fondation de la Résistance entend contribuer à la formation de générations de citoyens éclairés, clefs de voûte de notre cohésion nationale. ●

En cette période où il est plus important que jamais de conserver et de maintenir les valeurs de la Résistance, ce que notre Pays a fait de meilleur, je vous présente mes meilleurs vœux pour vous et pour les vôtres pour l'année 2021.



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

(1) Cf. « Le mot du président » paru dans notre dernier numéro.

(2) Pour y accéder se rendre sur www.youtube.com et taper dans la barre de recherche « Fondation de la Résistance »

Activités du département recherche et pédagogie

La Fondation de la Résistance lance une chaîne sur la plate-forme Youtube



Fabrice Grenard lors du tournage de la première vidéo pour notre chaîne Youtube.

Photo Franz Malassis

La chaîne Youtube de la Fondation de la Résistance⁽¹⁾ vient d'être lancée à l'occasion de la commémoration des manifestations du 11 novembre 1940. Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, raconte devant notre caméra le déroulement de la manifestation à Paris en trois temps : le contexte, l'événement, la bataille des mémoires. Cette vidéo, désormais à la disposition de tous les internautes, s'inscrit dans l'actualité éditoriale de la Fondation consacrée à cette manifestation qui comprend la présente *Lettre de la Fondation de la Résistance* et l'exposition virtuelle du Musée de la Résistance en ligne⁽²⁾. D'autres vidéos sont d'ores et déjà consultables. Une *playlist* « Paroles de

résistants » comprend des témoignages qui ont été captés il y a plusieurs années par l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI). Une autre *playlist* est consacrée à des journées d'études et de formation. La chaîne, qui n'a aucune finalité commerciale, sera abondée régulièrement et chacun peut s'y abonner et diffuser les liens des vidéos. Cette chaîne bénéficie des conseils de Cécile Staes-Lacommère.

L'idée de concevoir une chaîne Youtube pour la Fondation de la Résistance relève de plusieurs constats. D'une part, les habitudes de recherches et de consommations culturelles ont profondément changé. Pour rechercher une information, il est commun de se tourner vers Internet et tout particulièrement vers l'offre de vidéos que ce soit pour des raisons pratiques (tutoriels) ou pour suivre des conférences d'historiens ou de philosophes. D'autre part, les périodes de confinement que nous vivons démontrent combien la consultation des vidéos en ligne est essentielle pour s'informer et se former. Les enseignants, notamment dans le cadre de leur pratique pédagogique, sont à la recherche de courts films au contenu fiable pour approfondir leurs connaissances ou guider leurs élèves.

Bien que la Fondation offre déjà de très nombreuses ressources en ligne sur son site institutionnel, sur le Musée de la Résistance en ligne ou sur celui de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance, nous pensons que réaliser et mettre en ligne des contenus audiovisuels permettra de répondre à une demande sociale forte. Toute l'équipe de la Fondation de la Résistance mobilisée dans cette nouvelle aventure éditoriale espère que cette chaîne Youtube consacrée à l'histoire de la Résistance permettra de rendre plus visibles encore ses activités. ●

HS

- (1) www.youtube.com puis taper dans la barre de recherche « Fondation de la Résistance »
(2) www.museedelaresistanceenligne.org

Des ressources utiles à l'éducation à la Défense

La mise en œuvre des nouveaux programmes de première et de terminale d'histoire-géographie, d'éducation morale et civique et des enseignements de spécialité histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques (HGGSP) a conduit un groupe de travail interministériel, dirigé par l'inspecteur général Tristan Lecoq, à s'interroger sur la place de l'enseignement à la Défense et à la sécurité nationale au lycée. Les « Entrées Défense » consultables sur la page Eduscol dédiée⁽¹⁾ (ministère de l'Éducation nationale) et dans la rubrique Educadef du site Chemins de mémoire⁽²⁾ (ministère des Armées) visent à mettre à disposition des enseignants des ressources originales. Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques de la Fondation, a pu ainsi mettre en valeur les ressources de la Fondation de la Résistance et de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance les plus adaptées à ce projet et aux besoins des enseignants. ●

HS

- (1) <https://eduscol.education.fr/cid153475/les-entrees-defense-selection-de-ressources.html>
(2) www.cheminsdememoire.gouv.fr

La Fondation aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Les 23^e Rendez-vous de l'Histoire de Blois ont pu se tenir du 7 au 11 octobre malgré le contexte sanitaire qui a entraîné l'annulation de nombreux événements culturels ces derniers temps. Ils avaient pour thème « Gouverner ». Comme les années précédentes, la Fondation a tenu un stand afin de présenter ses publications, notamment la brochure nationale du CNRD puisque le thème « 1940, Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister » a été maintenu pour l'année 2020-2021. Les festivaliers ont pu aussi découvrir des publications récentes, comme les derniers numéros de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* ou encore le livre de Fabrice Bourrée, *Retracer le parcours d'un résistant ou d'un Français libre* (Archives & Culture, 2020).

La Fondation a également participé à plusieurs événements au sein d'un programme toujours très chargé. Le vendredi 9 octobre dans la salle capitulaire du Conseil départemental s'est tenue dans le cadre des ateliers pédagogiques une table ronde organisée par la Fondation en lien avec le thème annuel intitulée « L'instauration d'un contre-pouvoir dans la clandestinité : l'exemple des maquis en France », avec la participation de Fabrice Grenard (Fondation de la Résistance) et de Sophie Bachmann (INA). La Fondation a également participé le samedi 10 octobre dans les locaux de l'INSPÉ à une table ronde, diffusée en direct par Canopé sur la chaîne Youtube des RDVH de



Photo Sébastien Albertelli

Hélène Staes et Fabrice Grenard devant le Centre de la Résistance, de la déportation et de la mémoire de Blois à l'occasion des Rendez-vous de l'Histoire de Blois 2020.

Blois, sur le thème « Enseigner l'année 1940 » qui a rassemblé l'inspecteur général Tristan Lecoq, Marc Charbonnier (APHG), Hélène Staes (Fondation de la Résistance) et Laurence Negri (Fondation Charles de Gaulle) dans le cadre du Lab de l'enseignant et du chercheur. Ces deux événements ont attiré un public important puisque les deux salles affichaient complet. Le samedi soir, au cinéma Les Lobis, Fabrice Grenard a participé au « marathon des images » qui a rassemblé cette année 25 historiens chargés de commenter une image de leurs choix en lien avec le thème « Gouverner ». Il a présenté au public la photographie du général de Gaulle descendant les Champs-Élysées le 26 août 1944, en la remettant dans son contexte et en décryptant la mise en scène à laquelle ce défilé a donné lieu. L'an prochain, les Rendez-vous de l'Histoire de Blois auront pour thème « Le travail ». ●

FG

LA LETTRE

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE 1940

Première forme d'opposition collective à l'occupation allemande, la manifestation étudiante et lycéenne qui se déroule le 11 novembre 1940 à Paris constitue un moment fondateur dans l'histoire de la Résistance. Elle témoigne d'un basculement de l'opinion, cinq mois après la défaite et l'installation des Allemands dans Paris. Beaucoup moins connues, des manifestations auront également lieu le même jour en province. Ces commémorations du 11 novembre 1940 ouvrent la voie aux nombreuses manifestations patriotiques qui permettront aux Français de montrer leur refus de la présence allemande à l'occasion de certaines dates comme le 11 novembre mais aussi le 1^{er} mai et surtout le 14 juillet. Cette portée symbolique très forte explique aussi la place particulière qu'occupe cette manifestation du 11 novembre sur le plan mémoriel et la bataille de mémoire dont elle a pu être l'objet entre communistes et gaullistes⁽¹⁾.

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris. Le contexte, l'événement, la mémoire

Par Fabrice Grenard

Une rentrée scolaire dans un contexte tendu

À Paris, la première rentrée scolaire et universitaire de l'Occupation s'effectue au début de l'automne 1940 dans un climat très particulier. La loi du vainqueur est partout visible et crée un sentiment d'humiliation chez de nombreux Parisiens. Le drapeau à croix gammée flotte sur tous les bâtiments officiels qui ont été réquisitionnés par les Allemands pour y installer leurs services. L'heure allemande (en

avance d'une heure sur l'heure française) s'affiche aux horloges, les avis de l'occupant recouvrent les murs, les panneaux de circulation routière sont désormais inscrits en français et en allemand. Dans les établissements scolaires, une atmosphère morne est provoquée par l'absence des professeurs mobilisés en 1939 et qui ont été faits prisonniers lors des combats de mai-juin 1940. Entraînés en zone Sud dans le mouvement de l'exode en mai-juin 1940, de nombreux étudiants ou enseignants n'ont pas encore pu rentrer en zone occupée car les Allemands

SOMMAIRE

- La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris. Le contexte, l'événement, la mémoire p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Les manifestations du 11 novembre 1940 en province p. VI
Par Fabrice Bourrée
- L'association des résistants du 11 novembre 1940 porteuse de la mémoire gaulliste p. VII
Par Fabrice Bourrée
- La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris vue par ses acteurs p. VIII
Par Frantz Malassis

n'autorisent les retours de façon progressive qu'à partir d'octobre.

Le monde enseignant apparaît divisé face à l'ordre nouveau qui se met en place au cours de l'été 1940, du fait de l'occupation allemande et de l'installation d'un régime autoritaire avec à sa tête le maréchal Pétain. Séduits par le discours de la « Révolution nationale » sur le redressement nécessaire du pays et par la volonté du nouveau régime de rompre avec la politique éducative de la Troisième République censée avoir mis à mal la discipline et le



◀ Dessin intitulé « Manifestation du 11 novembre 1940 ».

Aucune photographie, connue à ce jour, n'a été prise de l'événement. Réalisée d'après des témoignages par l'artiste peintre Philippe Mitschké (1931-2012), ce dessin évoque l'ambiance de la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris.



Service historique de la Défense.

▲ Entrée de l'École militaire à Paris le 18 juillet 1940.

La vue des signes de l'occupation allemande, comme les drapeaux à croix gammée qui flottent sur tous les bâtiments officiels ou les panneaux de signalisation bilingues qui se dressent dans les rues de la capitale, heurte la sensibilité patriotique des Parisiens.

sens de l'effort qu'il faudrait inculquer aux élèves et étudiants, les professeurs les plus attachés aux valeurs conservatrices affichent ouvertement leur soutien inconditionnel au nouveau pouvoir. C'est le cas du directeur de l'École normale supérieure et grand spécialiste d'histoire romaine, Jérôme Carcopino, futur Secrétaire d'État à l'Instruction publique de Vichy entre février 1941 et avril 1942. Ceux au contraire qui étaient les plus attachés à l'école républicaine prennent immédiatement leurs distances à l'égard d'un régime qui ne cache pas sa nature réactionnaire et se livre au cours de l'automne 1940 à une importante épuration au sein de l'Éducation nationale, contre les communistes, les francs-maçons et les Juifs. Le milieu des enseignants, chercheurs et universitaires fournit ainsi quelques-uns des pionniers de la Résistance en région parisienne, comme le montrent l'exemple de Raymond Burgard, professeur de lettres au lycée Buffon, l'un des créateurs du mouvement Valmy, ou

des semaines qui suivent la rentrée scolaire. Paris n'échappe pas à la règle, d'autant que s'ajoute aux lycéens une population étudiante importante. En octobre 1940, les Renseignements généraux observent la progression d'un climat frondeur à la Sorbonne, où les cours ont repris. Cela se traduit par des lancers de tracts, des inscriptions sur les murs, des papillons laissés dans les livres de la bibliothèque universitaire dénonçant la présence allemande. Le chiffre 11 ne cesse de fleurir sur les murs du Quartier latin, formant un message codé à partir du mot « ELF » en allemand qui devient pour les étudiants « *Es Liebe Frankreich* » (« Longue vie à la France »). La bataille d'Angleterre en septembre 1940 entraîne une progression de la propagande anglophile parmi les étudiants, avec de nombreuses inscriptions à la craie destinées à afficher un soutien aux Britanniques dans leur combat contre le Reich. Les Renseignements généraux observent également une progression de

celui du groupe qui se constitue au sein du musée de l'Homme autour des chercheurs Boris Vildé et Anatole Letwisky.

Du fait de l'insouciance et de l'état d'esprit contestataire qui la caractérise, la jeunesse qui est appelée à retrouver les bancs de l'école ou de l'université fin septembre-début octobre 1940 est sans doute l'une des premières catégories à exprimer ouvertement son rejet de l'occupation allemande au sein de la société française. Dans tous les départements, les préfets se font l'écho dans leurs rapports des petits gestes de défi et de révolte (graffitis sur les murs, diffusions de tracts fabriqués de façon artisanale, imprécations et quolibets lancés à l'égard des Allemands ou des partisans de la collaboration) qui se multiplient dans les lycées lors

la propagande « *en faveur de l'ex-général de Gaulle* », sous forme principalement de bouche à oreille, d'inscriptions à la craie, de ports d'insignes à croix de Lorraine ou de tracts⁽²⁾.

Alors que des milliers d'Allemands appartenant aux forces d'occupation ou à l'administration militaire allemande, partagent la vie quotidienne des Parisiens et ont réquisitionné certains établissements scolaires (l'École normale supérieure de la rue d'Ulm notamment), les incidents se multiplient au Quartier latin entre soldats allemands et étudiants amenés à se croiser et à fréquenter les mêmes lieux. Le 25 octobre, à la faculté de médecine, la présence de trois officiers allemands à un cours provoque le départ des étudiants. La même scène se reproduit le 7 novembre à la Sorbonne. Des accrochages dans des cafés du Quartier latin entre étudiants et membres des forces d'occupation entraînent la fermeture des établissements concernés, notamment trois haut-lieux de la vie étudiante à Paris, les Cafés d'*Harcourt*, *Dupont-Latin* et *Capoulade*. Les incidents sont également fréquents dans les cinémas, entraînant la fermeture de vingt-six salles à la date du 4 novembre.

S'il repose sur certaines spécificités liées à l'état d'esprit particulier de la jeunesse française, ce climat frondeur qui se développe dans les milieux étudiants parisiens s'inscrit aussi dans un contexte plus large, celui d'un basculement de l'opinion en zone occupée après une période d'apathie et de passivité liée au traumatisme de la défaite. La victoire anglaise obtenue lors de la bataille d'Angleterre ayant opposé la RAF et la *Luftwaffe* au-dessus de la Manche montre que le Reich n'est pas invincible et entretient l'espoir d'une victoire alliée dans le futur. Dans ce contexte, la poignée de main entre Pétain et Hitler lors de l'entrevue de Montoire le 24 octobre 1940, symbole de la politique de collaboration souhaitée par Vichy, passe mal dans l'opinion. Elle constitue une désillusion pour les Français qui étaient persuadés que Pétain était en train de préparer une revanche. Les rapports adressés à Vichy sont sans ambiguïté à propos de l'état d'esprit des Parisiens : « *influence nulle de la presse officielle, développement de l'anglophilie et hostilité contre l'Allemagne, indifférence à l'égard de la politique du gouvernement, inquiétudes touchant la vie quotidienne*⁽³⁾ ». Évoqué dans les archives de la préfecture de police de Paris, un fait peu connu apparaît significatif de ce basculement et constitue peut-être la première manifestation d'opposition importante, même si elle se déroule sans aucune consigne, de façon silencieuse, sans slogan ni revendication. Le 1^{er} novembre 1940, plusieurs milliers de personnes se rendent à l'occasion de la Toussaint à l'Arc de triomphe pour y déposer 500 bouquets devant la tombe du Soldat inconnu, un geste dont la dimension patriotique est évidente⁽⁴⁾.



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne

◀ Des Français viennent fleurir la tombe du Soldat inconnu le 1^{er} novembre 1940.

Cette photographie extraite du fonds du journal *Le Matin* rappelle que le jour de la Toussaint plusieurs milliers de personnes sont venues tout à fait légalement se recueillir sur la tombe du Soldat inconnu.

DR



◀ Paul Langevin.

Professeur au Collège de France, Paul Langevin est fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Son arrestation, marquant la volonté des Allemands de museler l'Université française, suscite un fort courant de protestation.

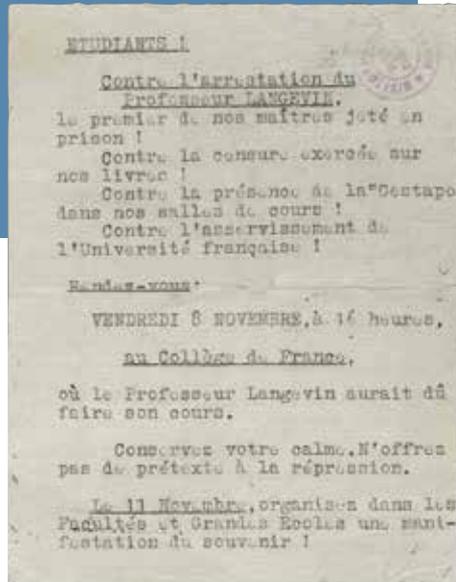
Tract de l'Union des étudiants et lycéens communistes de France (UELCF). ▶

Appelant à une manifestation le 8 novembre 1940, jour où le professeur Langevin devait donner sa leçon inaugurale au Collège de France, ce tract diffusé dans le Quartier latin prévoit également une mobilisation le 11 novembre dans les établissements scolaires.

La manifestation du 8 novembre en soutien au professeur Paul Langevin

L'arrestation par les Allemands le 30 octobre de Paul Langevin, physicien mondialement connu et professeur au Collège de France, illustre la volonté de l'occupant de contrôler l'Université et de « faire taire » les enseignants dont l'engagement antifasciste est de notoriété publique. Elle soulève de nombreuses protestations. Grande figure scientifique, fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Langevin était proche des communistes, bien qu'il n'ait pas approuvé le pacte germano-soviétique d'août 1939. Un Comité de défense des professeurs et étudiants de l'Université de Paris se constitue immédiatement pour soutenir Langevin et dénoncer son arrestation. Les organisations étudiantes affiliées au Parti communiste clandestin appellent à la mobilisation. L'Union des étudiants et lycéens communistes de France (UELCF), clandestine depuis septembre 1939, fait circuler un tract dans le Quartier latin pour une manifestation le 8 novembre, jour où le professeur Langevin aurait dû donner sa leçon inaugurale au Collège de France, avec un appel également pour une mobilisation à l'occasion du 11 novembre :

« Étudiants ! Contre l'arrestation du professeur Langevin, le premier de nos maîtres jeté en prison ! Contre la censure exercée sur nos livres ! Contre la présence de la "Gestapo" dans nos salles de cours ! Contre l'asservissement de l'Université française ! Rendez-vous vendredi 8 novembre à 16 heures au Collège de France



Source : collections La contemporaine, Cote Delta 4° 47, Rés.

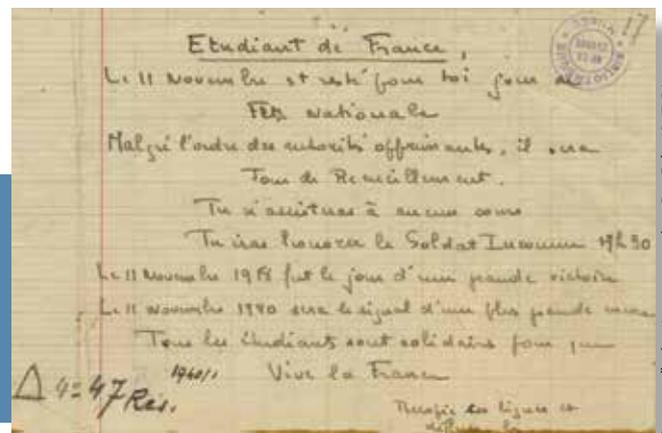
où le professeur Langevin aurait dû faire son cours. Conservez votre calme. N'offrez pas de prétexte à la répression. Le 11 novembre, organisez dans les Facultés et Grandes Écoles une manifestation du souvenir⁽⁵⁾ ! ».

François de Lescure, le président de l'Union nationale des Étudiants légale (UNE), et Roger Marais, responsable de la Corporation de Lettres, lancent un appel identique.

Le 8 novembre, dans l'amphithéâtre du Collège de France, Frédéric Joliot-Curie, qui a pris la tête de la protestation universitaire contre l'incarcération de son collègue physicien, annonce que son laboratoire restera fermé jusqu'à la libération de Langevin. La préfecture de police a eu vent des préparatifs d'une possible manifestation. Elle fait bloquer les abords du Collège de France. Tout le Quartier latin est mis en état de siège. La rue des Écoles, qui mène au Collège de France, est barrée par un épais cordon de forces de l'ordre ou bien de

Tract « Étudiant de France » appelant à manifester le 11 novembre 1940. ▶

Ce document est, avec un discours de René Cassin, la seule trace qui reste des appels à manifester le 11 novembre 1940. Selon plusieurs témoignages, il a été rédigé collectivement au 5 place Saint-Michel, siège de plusieurs associations d'étudiants et du Centre d'entraide des étudiants mobilisés et prisonniers. Il a ensuite été ronéoté en plusieurs lieux : au Centre d'entraide, à la « corpo » de Droit et au sous-sol de la faculté de Droit. Certains exemplaires ont été recopiés à la main avant d'être diffusés dans le Quartier latin.



Source : collections La contemporaine, Cote Delta 4° 47, Rés.

soldats allemands. Des blindés allemands ont pris position pour intimider les éventuels manifestants. Mais à quelque distance, à hauteur de la place de la Sorbonne et de la rue Soufflot, une cinquantaine d'étudiants communistes parviennent à se rassembler à la sortie des cours pour manifester en criant « Libérez Langevin ! » puis « À bas Pétain ! » avant d'entonner *La Marseillaise* et de se disperser en rejoignant le Boulevard Saint-Michel. Parmi les organisateurs de cette manifestation figurent notamment Pierre Daix et Bernard Kirschen, deux jeunes militants ayant œuvré à la reconstitution clandestine des Jeunesses communistes et qui seront arrêtés quelques semaines plus tard.

Étudiants et lycéens bravent l'interdiction de défiler le 11 novembre

Les événements du 8 novembre permettent d'intensifier les mots d'ordre et les appels qui depuis plusieurs jours invitaient lycéens et étudiants à se rendre le 11 novembre au rond-point des Champs-Élysées pour fleurir la statue de Clemenceau puis rejoindre l'Arc de triomphe. Au soir du 8 novembre, un tract circule dans le Quartier latin appelant à une grande mobilisation trois jours plus tard :

« Étudiant de France. Le 11 novembre est resté pour toi jour de Fête nationale. Malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. Tu n'assistes à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat Inconnu, 17 h 30. Le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire. Le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que Vive la France ! Recopie ces lignes et diffuse-les⁽⁶⁾. »

Contrairement à une reconstruction qui sera effectuée *a posteriori* par ceux qui souhaitent faire de la manifestation du 11 novembre 1940 un événement organisé par les communistes,

On travaillera le 11 novembre

La préfecture de police communique la note suivante :

Les administrations publiques et les entreprises privées travailleront normalement le 11 novembre à Paris et dans le département de la Seine. Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée.

Source gallica.bnf.fr/Bnf

« On travaillera le 11 novembre », Le Matin, 10 novembre 1940.

La préfecture de police annonce dans la presse parisienne que les cérémonies commémoratives de l'Armistice de 1918 sont interdites et que toute démonstration publique est de ce fait exclue.

son origine ne repose pas uniquement sur une décision qui aurait été prise au soir du 8 novembre pour faire du 11 novembre le prolongement de la mobilisation en faveur de Langevin. Depuis que plusieurs milliers de personnes s'étaient rendues à l'occasion du 1^{er} novembre déposer des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, l'idée d'une manifestation d'envergure pour commémorer l'Armistice de 1918 n'a cessé de faire son chemin, d'autant que sur les ondes de la BBC de Gaulle a lancé un appel demandant aux Français de célébrer pacifiquement l'anniversaire de la victoire en dépit des interdictions imposées par l'occupant. Le 5 novembre, le recteur de Paris, Gustave Roussy, procède à une réunion des doyens et directeurs de l'enseignement pour leur faire part de renseignements précis qu'il possède sur les manifestations qui seraient projetées par les étudiants à l'Arc de triomphe. Le recteur rappelle les directives données le 26 octobre par le secrétaire d'État à l'Instruction publique Georges Ripert avisant que le 11 novembre devait être un jour travaillé comme les autres, tout en souhaitant des cérémonies internes aux établissements afin d'éviter des manifestations extérieures⁽⁷⁾. Un avis publié dans la presse parisienne le 10 novembre exclut toute cérémonie ou démonstration publique pour les commémorations de l'Armistice. Paradoxalement, cet avis n'a peut-être fait qu'encourager encore un peu plus la jeunesse parisienne à se mobiliser le 11 novembre en renforçant parmi les étudiants et lycéens le sentiment de braver un interdit.

Le 11 novembre au petit matin, entre 5 et 6 heures, les premiers rassemblements se déroulent dans le silence. Plusieurs dizaines de personnes se retrouvent devant la statue de Clemenceau, en bas des Champs-Élysées, pour y déposer des gerbes. L'un de ces dépôts relève de l'initiative des avocats André Weil-Curiel et Léon-Maurice Nordmann. Il est assorti d'une carte de visite au nom de De Gaulle et d'un ruban tricolore portant en lettres d'or « La France libre⁽⁸⁾ ». Lorsqu'elle arrive sur les lieux, la police française procède à quelques dizaines d'arrestations, dont celle du professeur de lycée René Baudoin, porteur d'un insigne à croix de Lorraine⁽⁹⁾. Ces rassemblements matinaux s'inscrivent donc plutôt comme une réponse aux appels lancés par de Gaulle et sont le fait de ses partisans, qui arborent des signes de soutien au chef de la France libre.

Du côté des lycées et de l'Université, la matinée se passe dans le calme et les autorités universitaires ne relèvent aucune agitation particulière. Le recteur note des absences en faculté de médecine seulement, alors que « dans les lycées les absences ne dépassent guère les chiffres habituels⁽¹⁰⁾ ». Les choses changent brusquement en milieu d'après-midi, lorsque les cours se terminent. À partir de 16 heures, des petits groupes quittent leurs établissements respectifs pour se diriger vers les Champs-Élysées et les abords de l'Arc de triomphe. Les rapports policiers comme les témoignages des acteurs illustrent tous le caractère spontané de la manifestation. Il n'y a ni cortège ordonné, ni banderoles, ni leaders désignés.

La manifestation bat son plein vers 17 heures, lorsque les différents groupes de lycéens et d'étudiants se rejoignent le long des Champs-Élysées. Ils sont quelques milliers au plus fort de la manifestation, entonnant des chants patriotiques (*La Marseillaise*) ou déclamant des slogans comme « Vive la France » ou « La France aux Français ». La préfecture de police recense quelques 750 bouquets de fleurs et gerbes déposés au pied de la statue de Clemenceau,

environ 1 500 sous l'Arc de triomphe sur la tombe du Soldat inconnu.

La police française tente d'intervenir tandis que des bagarres éclatent avec quelques membres d'organisations pronazies dont les sièges sont installés aux Champs-Élysées. Les événements se précipitent avec l'intervention de la *Geheime Feldpolizei*, la police militaire allemande, dont les tirs font plusieurs blessés, parmi lesquels Pierre Lefranc, futur figure du gaullisme. On ne relèvera toutefois aucun mort, contrairement à ce qui sera prétendu ensuite sur les ondes de la BBC ou dans des articles de la presse clandestine rendant compte de l'événement.

Dispersée par les charges policières et les arrestations, la manifestation prend fin vers 18h30. Le bilan officiel fait état de 123 arrestations. Une trentaine sont le fait de la police française, le reste émanant directement des forces allemandes. Les lycéens sont très majoritaires parmi les personnes arrêtées. Ils viennent principalement des lycées Buffon, Janson de Sailly, Voltaire, Chaptal, Louis-le-Grand et Henri-IV.

Les réactions de l'occupant et de Vichy

Surpris par l'ampleur d'une manifestation qui témoigne d'une remise en cause importante de l'ordre qu'ils tentent d'imposer dans Paris occupé, les Allemands réagissent vivement. Le 12 novembre au soir, le commandement allemand communique ses décisions à la préfecture de police de Paris. Tous les établissements d'enseignement supérieur sont fermés jusqu'à nouvel ordre, les étudiants non domiciliés à Paris doivent rejoindre leur famille en province et les étudiants parisiens doivent quotidiennement pointer au commissariat de leur quartier.

Le gouvernement de Vichy pour sa part relève de ses fonctions le recteur Gustave Roussy, qui n'a pas su empêcher la manifestation. Il est remplacé à titre temporaire par Jérôme Carcopino qui conserve sa fonction de directeur de l'ENS. Alors que l'Université de Paris est fermée, Carcopino concentre son action pour une reprise en main des lycées. Les élèves arrêtés le 11 novembre sont, à la demande du nouveau recteur, exclus de leurs établissements. Jérôme Carcopino charge les proviseurs de vérifier la loyauté des enseignants et convoque les parents d'élèves. La surveillance policière est renforcée, le simple port de la croix de Lorraine devenant un motif d'arrestation. La police procède jusqu'à fin novembre, les jours de la semaine où les cours n'ont pas lieu (jeudis, samedis, dimanches), à des arrestations préventives de jeunes gens se promenant sur les Champs-Élysées et au Quartier latin pour empêcher tout nouveau rassemblement. Le jeudi 21 novembre,



Source gallica.bnf.fr/Bnf

« La fermeture des facultés », L'Œuvre du 16 novembre 1940.

Le journal collaborationniste *L'Œuvre* consacre une grande partie de la Une de son édition du 16 novembre 1940 à la fermeture des Facultés, « une leçon et un avertissement » envers les étudiants et lycéens ayant manifesté le 11 novembre. En outre, le gouvernement de Vichy relève de ses fonctions le recteur de l'Université de Paris au moment des faits, Gustave Roussy, lequel est remplacé par un homme acquis aux idées du régime, Jérôme Carcopino.

une véritable rafle aboutit à 1 041 arrestations. Le surlendemain, le recteur fait aviser les chefs d'établissement que les Grands Boulevards, les Champs-Élysées et le boulevard Saint-Michel sont interdits aux élèves.

Le 8 décembre, les Allemands annoncent leur décision de rouvrir l'Université de Paris, ce qui devient effectif le 20 décembre. Après qu'ils les aient interrogés et ayant compris qu'ils avaient agi de manière spontanée et « apolitique », sans appartenir à une organisation précise, le commandement allemand libère les jeunes qui avaient été arrêtés lors de la manifestation du 11 novembre en trois vagues successives : le 20 novembre, le 3 décembre puis le 11. Seules cinq personnes, dont trois ont été formellement identifiées (le professeur René Baudoin, et deux élèves de Saint Sulpice, Le Goff et Laurent) resteront en détention et seront condamnées par le tribunal militaire allemand.

Les enjeux mémoriels d'une manifestation catalysant des courants politiques divers

La manifestation du 11 novembre est relayée par les différents médias de l'époque. La presse parisienne collaborationniste, qui évoque l'événement à partir du 16 novembre, dénonce l'irresponsabilité d'une certaine jeunesse et appelle à davantage d'ordre et de discipline dans les établissements scolaires. Les émissions de la BBC destinées aux Français insistent sur le patriotisme de la jeunesse française et dénoncent la répression allemande en relayant de nombreuses rumeurs à son sujet. La radio de Londres évoque par exemple le 28 novembre un total de 11 tués, ce qui ne correspond en rien à la réalité de la répression qui, bien que violente, n'a fait aucune victime.

En dépit d'appels lancés par des petits groupes qui exaltent le souvenir de 1940, il n'y aura pas de réédition du 11 novembre les années suivantes à Paris. Craignant une nouvelle manifestation, les autorités mettront chaque 11 novembre le Quartier latin en état de siège, placeront sous haute surveillance les lycéens en les obligeant à rester consignés toute la journée dans leurs établissements, qu'ils aient cours ou non, et bloqueront les principaux axes reliant la Sorbonne et les Champs-Élysées pour empêcher les étudiants de s'y rendre.

Pour certains jeunes ayant défilé le 11 novembre 1940 à Paris, cette action qui restera sans lendemain et ne se traduira ensuite par aucun engagement particulier, se limitera donc à une simple protestation ponctuelle. Pour d'autres en revanche, elle constituera un moment déclencheur pour rejoindre ensuite la Résistance, que ce soit au sein des organisations qui se développent en métropole (comme le montre l'exemple de Tony Bloncourt qui rejoint les bataillons de la jeunesse créés par le Parti communiste) ou en ralliant la France libre à Londres (à l'image de la trajectoire suivie par Pierre Lefranc).

Après la guerre, cette manifestation donnera lieu à une importante bataille mémorielle. Les communistes, prétendront en avoir été les instigateurs, créant un lien de causalité entre la manifestation du 8 novembre

place de la Sorbonne en soutien à Paul Langevin, dont ils étaient effectivement les organisateurs, avec celle du 11 novembre, qui en aurait été le prolongement. Ils revendiqueront également la paternité des principaux tracts diffusés dans le Quartier latin pour appeler à manifester. Cette stratégie des communistes visant à présenter la manifestation du 11 novembre 1940 comme un événement dont ils auraient été les instigateurs permettait alors de développer l'idée que le Parti avait « résisté » dès les débuts de l'Occupation. La ligne adoptée au cours de cette période consistait en réalité à s'attaquer surtout à la politique réactionnaire du régime de Vichy tout en limitant les critiques contre les Allemands et en



Archives nationales

▲ Le 11 novembre 1954, le président de la République René Coty inaugure la plaque en hommage aux jeunes qui ont manifesté le 11 novembre 1940 située en haut de l'avenue des Champs-Élysées.

Son texte rappelle que « Le 11 novembre 1940 devant la tombe de l'Inconnu, les étudiants de France manifestant en masse les premiers résistèrent à l'occupant ». Cette première manifestation d'opposition collective à l'occupant est devenue un moment fondateur dans l'histoire de la Résistance dont la mémoire a été revendiquée tant par les communistes que par les gaullistes.

dénonçant la poursuite d'une guerre entre le Reich et les Alliés présentée comme « impérialiste ». Cette stratégie ne cessera qu'en juin 1941, l'attaque de l'URSS amenant le Parti à renouer avec son discours antifasciste de l'avant-guerre et à entrer en « résistance ». Considérant de leur côté que les étudiants avaient répondu aux appels lancés sur les ondes de la BBC et s'appuyant sur le fait que des croix de Lorraine avaient été arborées lors du défilé, les gaullistes présenteront la manifestation comme une forme de soutien à l'égard du général de Gaulle.

Ces tentatives de récupérations faites *a posteriori* ne correspondent pas à la réalité historique d'une manifestation qui, catalysant des courants politiques

divers, doit surtout être interprétée comme la mobilisation spontanée d'une partie de la jeunesse parisienne alors même que la Résistance organisée n'existe pas encore. Elle s'inscrit d'une certaine façon dans la lignée des nombreux « charivaris » et « monômes » des étudiants et lycéens contre l'ordre établi, incarné en 1940 à la fois par l'occupant allemand et le régime de Vichy, tout en soulignant le patriotisme des manifestants dans le contexte de la défaite et de l'Occupation. Le lien établi par l'historiographie communiste entre les manifestations des 8 et 11 novembre afin de faire du 11 novembre 1940 un événement dont le Parti communiste aurait été l'initiateur ne tient pas compte du fait que l'idée de manifester pour la commémoration de l'Armistice s'était développée bien avant le 8 novembre dans les milieux étudiants, sans que cela ne réponde à l'appel d'une organisation en particulier. Surtout, aucun des rapports émanant des autorités chargées de la répression, aussi bien du côté français qu'allemand, y compris les comptes rendus d'interrogatoire des personnes arrêtées, n'évoque la possibilité que la manifestation puisse avoir pour origine une organisation précise, notamment celle du Parti communiste clandestin. Les policiers allemands ou français ont tendance pourtant au cours de cette période à imputer aux communistes la plupart des actions dissidentes, même lorsqu'ils n'en sont pas à l'origine. C'est d'ailleurs la raison qui explique que les Allemands aient fini par relâcher la quasi-totalité des jeunes arrêtés pour avoir manifesté sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1940 après que leurs interrogatoires aient révélé leur apolitisme et l'absence d'affiliation à une organisation précise. ■

(1) Les deux références les plus importantes sur la manifestation du 11 novembre 1940 sont : Alain Monchablon, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940. Histoire et mémoires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81. Maxime Tandonnet. 1940. *Un autre 11 novembre*, Tallandier, 2009.

(2) Archives de la préfecture de police, situation de Paris, rapport hebdomadaire du 4 novembre 1940.

(3) Archives nationales, F 60 397, 26 octobre 1940, synthèse, rapports de la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO).

(4) Archives de la préfecture de police, situation de Paris, rapport du 4 novembre 1940.

(5) Ce tract est conservé à La contemporaine sous la cote Delta 4° 47 Rés.

(6) Un original manuscrit est conservé à La contemporaine sous la cote Delta 4° 47 Rés.

(7) Archives nationales, F 60 1485, incidents du 11 novembre 1940, « Notes sur les journées qui ont précédé et suivi le 11 novembre 1940, mesures prises par le recteur Roussy ».

(8) André Weil-Curiel, *Le Temps de la honte, t. II : Éclipse en France*, Paris, Éd. du Myrte, 1946, p. 237.

(9) Archives de la préfecture de police, Ba 2361, interrogatoires des personnes arrêtées le 11 novembre 1940.

(10) Archives nationales, F 60 1485, mémoire du recteur Roussy, le 13 novembre 1940.

Les manifestations du 11 novembre 1940 en province

Par Fabrice Bourrée

Le 11 novembre 1940, partout en France des milliers de personnes décident de témoigner leur opposition à l'occupant et à la politique de collaboration que mène le gouvernement du maréchal Pétain. Ils le font en rendant hommage à leurs aînés victorieux de la Grande Guerre. Si la manifestation parisienne du 11 novembre 1940 est devenue le symbole des prémices de la Résistance, elle ne doit pas occulter les événements survenus dans certaines villes de province où des Français commémorent individuellement ou collectivement la signature de l'Armistice de 1918.

Des manifestations spontanées en France

Dans le secteur de Lille situé en zone interdite, rattachée au commandement militaire allemand de Bruxelles, un tract dactylographié appelle les Français à porter les couleurs de la France à la boutonnière à l'occasion de l'anniversaire du 11 novembre 1918. Il invite les anciens combattants à arborer leurs décorations et à chacun de fleurir les monuments aux morts. L'objectif étant, selon ce tract, « que cette journée laisse dans l'esprit de nos oppresseurs, le souvenir d'une manifestation unanime à l'hostilité, et, dans le nôtre, celui d'une volonté tenace de résistance⁽¹⁾ ».

À Compiègne, des collégiens déposent une gerbe de fleurs tricolores devant la plaque commémorative de leur établissement. Les Allemands procèdent à l'arrestation d'une douzaine d'élèves dont quatre sont incarcérés. Suite au rapport dressé le 24 novembre par M. Laurent, principal du collège, le recteur de Paris prononce l'exclusion temporaire des quatre élèves le 3 décembre suivant tandis que le principal lui-même est muté peu de temps après⁽²⁾.

À Nantes, un tract émanant des élèves du lycée Clemenceau incite à ne pas se rendre en cours et à célébrer la Victoire de 1918. Malgré les interdits et la surveillance mise en place, plusieurs rassemblements ont lieu en divers endroits de la ville. À 10 h 30, des groupes d'étudiants tentent de déposer des gerbes au monument aux morts et au cimetière de la Bouteillerie ; il sont rapidement dispersés par les forces de l'ordre. Une heure plus tard, un autre groupe parvient à déposer une gerbe dans ce même cimetière. De leur côté, deux jeunes, Michel Dabat et Christian de Mondragon, réussissent à hisser le drapeau tricolore au sommet de la tour sud de la cathédrale. Le fait est signalé à 10 h 40 par le curé de Saint-Pierre. À peine une heure plus tard, le drapeau est enlevé par les pompiers. Dans son rapport du 16 novembre 1940, le préfet de Loire-Inférieure (aujourd'hui Loire-Atlantique) signale également qu'un « certain nombre de passants portaient à leur boutonnière un ruban tricolore ou deux petits drapeaux anglais et français entrelacés⁽³⁾ ».

À Caen, en fin d'après-midi, quelques centaines de jeunes gens viennent afficher leurs sentiments patriotiques devant le monument aux morts de la place Foch, situé à quelques pas du siège de la Feldkommandantur. Les manifestants viennent de l'école primaire supérieure après avoir été harangüés dans la cour de l'établissement par le directeur, M. Colin. Ils sont rejoints par des jeunes du lycée Malherbe, des étudiants et quelques membres de

l'Association catholique de la jeunesse française. L'intervention rapide des Allemands entraîne la dispersion des jeunes⁽⁴⁾.

Le dépôt de gerbe au monument aux morts de Brest le 11 novembre 1940 n'est connu que par ses conséquences. En effet, à la suite à cette manifestation, le commandant militaire allemand ordonne la surveillance du monument par « des gardes composées de Brestoïses » durant huit jours⁽⁵⁾.



▲ Ruban tricolore porté à la boutonnière le 11 novembre 1940 par Eugène d'Hallendre dans le secteur de Lille.

Ces quelques exemples issus pour l'essentiel des archives de la répression ne sont pas exhaustifs puisque toutes les initiatives organisées à l'occasion du 11 novembre 1940 n'ont pas toujours laissées les mêmes traces dans les archives. Ils témoignent en tous

cas du fait que les commémorations de l'Armistice ont été assez suivies en zone occupée, et pas seulement à Paris, malgré les interdictions en vigueur.

Des manifestations qui s'amplifient d'année en année

Les événements survenus en 1940 amènent le gouvernement de Vichy à décider que le 11 novembre 1941 ne sera pas un jour chômé. Les Allemands quant à eux interdisent toute manifestation publique et tout dépôt de fleurs aux monuments aux morts durant cette journée.

De leur côté, les organisations de Résistance, qu'elles soient communistes ou gaullistes, décident de s'opposer à ces mesures et organisent des manifestations patriotiques à l'occasion de cet anniversaire. Elles développent dès lors une intense propagande pour inciter les Français à honorer le souvenir de la Victoire de 1918. Dans les années qui suivent, des myriades de papillons et de tracts les invitent à célébrer le 11 novembre partout en France⁽⁶⁾. En dépit de ces appels, à Paris, il n'y a pas de réédition du 11 novembre 1940 à l'Arc de triomphe. En revanche, que ce soit en Île-de-France ou en province, les manifestations patriotiques prennent de l'ampleur d'année en année pour atteindre leur apogée le 11 novembre 1943. Celle qui, sans conteste, est restée gravée dans la mémoire collective – peut-être parce qu'elle a fait l'objet d'un reportage photographique et cinématographique exploité à des fins de contre-propagande – est le défilé d'Oyonnax (Ain). À la tête de près de 150 hommes, Henri Romans-Petit, commandant des maquis de l'Ain et du Haut-Jura, dépose devant le monument aux morts une gerbe en forme de croix de Lorraine portant l'inscription « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 ». ■

(1) Tract conservé au musée de la Résistance de Bondoules.

(2) « La manifestation patriotique du 11 novembre 1940 à Compiègne » par Jean-Yves Bonnard (<https://www.resistance60.fr>).

(3) Archives départementales de Loire-Atlantique, 1693W120.

(4) Jean Quélien, *Opinions et comportements politiques dans le Calvados sous l'occupation allemande*, PUC, Caen, 2001.

(5) Archives départementales du Finistère, 200W1.

(6) Aurélie Luneau, « Le 11 novembre 1941 en Île-de-France » in DVD-ROM *La Résistance en Île-de-France*, AERI, 2005.

L'association des résistants du 11 novembre 1940 porteuse de la mémoire gaulliste

Par Fabrice Bourrée

Fondée le 30 septembre 1958 (Journal officiel du 17 janvier 1959), l'association des résistants du 11 novembre 1940 se fixe notamment comme objectifs d'entretenir « le souvenir de la première manifestation patriotique de résistance à l'occupant » et de « maintenir un lien étroit entre ceux qui participèrent activement à la manifestation du 11 novembre 1940⁽¹⁾ ».

Le 11 novembre 1954, le président de la République René Coty inaugure à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de la rue de Tilsitt, une plaque commémorative portant l'inscription : « Le 11 novembre 1940 devant la tombe de l'Inconnu les étudiants de France manifestant en masse les premiers résistants à l'occupant ». Lors de cette cérémonie, trois anciens manifestants du 11 novembre 1940, montent une garde d'honneur. L'idée de la pose de cette plaque aurait été donnée au président de la République par son neveu Roland Coty, lycéen à Condorcet en 1940 et manifestant incarcéré à la prison du Cherche-Midi. Après cette inauguration émerge l'idée de regrouper d'anciens manifestants du 11 novembre 1940 dans une association des « incarcérés ». Avocat de profession, Jean Michaux est chargé d'élaborer un projet de statuts qu'il présente à ses amis fin 1957⁽²⁾.

Une association née lors du retour au pouvoir du Général

Plusieurs hommes politiques au pouvoir mettent tous les moyens à leur disposition pour faire rayonner la nouvelle association. Maurice Herzog, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, lance un appel radiotélévisé pour rassembler les anciens du 11 novembre 1940. Chef de cabinet de Charles de Gaulle, Pierre Lefranc, blessé lors de la manifestation des étudiants, organise le 25 février 1959 le premier dîner amical de l'association au restaurant parisien *Le Petit Colombier* dans le 17^e arrondissement.

Pour devenir membre de l'association, le postulant doit prouver sa participation active à la manifestation. La candidature est ensuite soumise pour approbation à une « commission d'admission composée de trois membres désignés par le conseil d'administration et choisis, soit en son sein, soit parmi des membres actifs de l'association⁽³⁾ ». Malgré son apolitisme proclamé, il semble, à la lecture des archives de l'association, qu'aucun ancien lycéen ou étudiant communiste n'en ait été membre alors qu'ils étaient pourtant nombreux à avoir participé au défilé.

Initialement présidée par Louis Thibon, choisi en raison de son grade le plus élevé dans l'armée, l'association a été dirigée successivement par Jean Michaux, Paul Paclot, Igor de Schotten puis Pierre André Dufétel. Pierre Lefranc, quant à lui, est demeuré président d'honneur depuis la création de l'association jusqu'à son décès en 2012.

Des actions mémorielles et civiques

Lors des cérémonies du 11 novembre, l'association organise un dépôt de gerbe devant la plaque de l'avenue des Champs-Élysées. Cette cérémonie a fait l'objet de pressions politiques de tous bords et même de tentative d'action de débordement par le dépôt d'immenses couronnes masquant celle de l'association. Ce n'est qu'en 1970 que l'association parvient à faire déposer sur la tombe du Soldat inconnu une gerbe en forme de croix de Lorraine semblable à celle de 1940. Ce circuit de la plaque commémorative à la dalle sacrée sera par la suite intégré au protocole officiel. Ainsi, à chaque commémoration décennale, le président de la République en exercice dépose une gerbe devant la plaque de l'avenue des Champs-Élysées.

En 1980, pour le centenaire du drapeau national, le président Valéry Giscard d'Estaing honore l'association en remettant la Légion d'honneur à trois de ses membres devant l'Arc de triomphe et en invitant les autres au déjeuner officiel aux Invalides.

En dehors de ces activités commémoratives, l'association s'engage dans une série d'actions mémorielles. Elle entreprend d'établir une liste des manifestants du 11 novembre 1940, de recueillir leurs récits de la manifestation et, pour certains, le témoignage de leur engagement dans la Résistance. Elle fait poser des plaques commémoratives à l'emplacement de l'ancienne prison du Cherche-Midi, de la Santé et au lycée Janson de Sailly.

Habilitée à intervenir dans les établissements scolaires, cette association met en place des opérations de sensibilisation au civisme à destination de la jeunesse et plus particulièrement des lycéens. Dans ce cadre, elle réalise un CD audio présentant les enregistrements d'une cinquantaine d'acteurs, personnalités et témoins de l'époque, qui est distribué par le rectorat aux lycées de la région Île-de-France. En 2001, elle publie une brochure, *Les Lycéens contre l'occupant*, présentant une sélection de documents d'archives relatifs à la manifestation du 11 novembre 1940 et à ses conséquences. Distribuée dans les établissements scolaires, elle est commentée par les membres de l'association qui venaient dans les classes.



▲ Projet de timbre-poste destiné à marquer le 60^e anniversaire de la manifestation.

Service historique de la Défense/fonds de l'association des résistants du 11 novembre 1940/cote DE 2017 PA38

Quelques temps après, l'association demande au musée de l'Armée des améliorations sur la vitrine dédiée au 11 novembre 1940. Inaugurée le 16 mars 2004 par le général de Boissieu, chancelier de l'Ordre de la Libération, la nouvelle vitrine présentait notamment une des petits croix de Lorraine émaillées bleues distribuées à Notre-Dame Saint-Croix de Neuilly durant l'automne 1940.

En 1998, l'association a pour projet l'émission d'un timbre-poste destiné à marquer, en 2000, le 60^e anniversaire de la manifestation. Mais ce projet n'a pas vu le jour.

En mars 2002, face à la disparition progressive de ses membres, les dirigeants de l'association ont pris la décision de changer sa dénomination et de l'intégrer au Souvenir français. Deux appellations ont été proposées : « Amicale des anciens lycées et étudiants du 11 novembre 1940 » et « Les 11/11/40 ». Les statuts ont alors été modifiés pour permettre aux familles et amis d'y adhérer. La pérennité de la cérémonie du dépôt de gerbe à la plaque commémorative des Champs-Élysées est désormais assurée le 11 novembre de chaque année par le Souvenir français. Le patrimoine matériel de l'association a fait l'objet de toutes les attentions. En 2017, ses archives ont été versées au Service historique de la Défense à Vincennes où elles sont accessibles à tous. Quant au drapeau associatif, le Souvenir français l'a confié à la garde du lycée Henri-IV à Paris. ■

(1) Extrait des statuts de l'association.

(2) Cet article s'appuie sur les archives de l'association des résistants du 11 novembre 1940 conservées au Service historique de la Défense à Vincennes sous la cote DE 2017 PA 38 et sur l'article d'Alain Monchablon, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940. Histoire et mémoires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81.

(3) Article 3 du règlement intérieur.

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris vue par ses acteurs

Par Frantz Malassis

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris a souvent été présentée comme l'un des moments fondateurs de la résistance naissante. Ce jour là, on estime que 3 000 étudiants et lycéens parisiens se sont mobilisés spontanément pour montrer publiquement qu'ils refusaient la défaite et l'occupation de leur pays. Cependant, pour de nombreux lycéens et étudiants qui ont pu y participer, cette manifestation parisienne du 11 novembre 1940 est restée un engagement sans lendemain vécu alors comme un acte d'opposition ponctuel d'autant que la violence de la répression allemande a pu en impressionner certains. Pour d'autres, il débouchera bien plus tard sur un engagement dans la Résistance organisée⁽¹⁾. Mais cette manifestation a-t-elle été perçue par ces acteurs comme un acte de résistance ?

La lecture des mémoires de proposition pour l'obtention de la médaille de la Résistance française⁽²⁾, qui contient un rapport détaillé des actions de l'intéressé, est assez éclairante à ce sujet. Au sortir de la guerre, la manifestation du 11 novembre 1940 ne semble pas être considérée comme un acte de résistance *stricto sensu* et les dossiers n'y font donc pas directement référence. Ainsi, le mémoire de proposition de Pierre Lefranc, qui sera pourtant une figure tutélaire de l'association des résistants du 11 novembre 1940, ne met pas en avant sa participation à la manifestation parisienne. Il signale uniquement sa blessure et son arrestation : « *Étudiant, propagandiste de la Résistance dès le début, a été blessé et arrêté au cours d'une bagarre avec des soldats allemands, à Paris, le 11 novembre 1940* ». Le dossier de Raymond Faivre reste, lui aussi, très allusif se contentant de mentionner sa participation « *à diverses manifestations qui lui valent l'arrestation* » alors que celui d'Alain Griotteray n'y fait aucune allusion.

Si les témoignages disponibles⁽³⁾ nous donnent une vision assez précise des préparatifs, du déroulement et de la répression de cette manifestation parisienne (**voir encadré**), en revanche, aucun acteur ne dit avoir vécu ce moment comme un basculement dans la résistance. Certain comme Jean-Jacques de Bresson n'y voit même pas un acte transgressif lorsqu'il dit : « *J'ai donc décidé d'aller, le 11 novembre, m'incliner sur la tombe du Soldat inconnu. On ne peut pas dire que dans notre esprit, au moins dans le mien, c'était faire un acte héroïque. Ça me paraissait parfaitement naturel* ». Pierre Lefranc, quant à lui, rappelle qu'à l'époque la clandestinité n'était pas de mise. Instigateur de cette manifestation à la Faculté de Droit de Paris, il se souvient que sa préparation ne se faisait « *pas tellement [...] en cachette, parce que les Allemands à ce moment là étaient extrêmement discrets, que les premières répressions n'avaient pas eu lieu et que le sentiment du danger ne nous préoccupait pas.* » ■

(1) En 1998, l'association des résistants du 11 novembre 1940 a adressé un questionnaire à ses adhérents pour mieux connaître leurs parcours. L'analyse des renseignements obtenus auprès de 114 de ses membres montre que 52 d'entre eux ont déclaré avoir eu une activité résistante après avoir participé à la manifestation du 11 novembre 1940.

(2) Conservés aux Archives de la commission nationale de la médaille de la Résistance française à Paris.

(3) En dehors du témoignage d'Odile de Vasselot extrait de son livre *Tombés du ciel. Histoire d'une ligne d'évasion* (Paris, éditions du Félin, 2005, p. 216-217), tous les témoignages cités sont issus du CD audio *11 novembre 1940*. Publié en 1996 par l'association des résistants du 11 novembre 1940 et l'Institut des archives sonores, il contient les témoignages de plus de quarante acteurs directs de l'événement collectés entre mars 1995 et avril 1996.

Au cœur de la manifestation du 11 novembre 1940

Trois acteurs de l'époque nous font revivre dans leurs mémoires ou dans des enregistrements le déroulement de la manifestation à laquelle ils ont pris part avant d'entrer en Résistance⁽³⁾. Alain Griotteray sera responsable du réseau Orion ; Pierre Lefranc rejoindra la France libre tandis qu'Odile de Vasselot deviendra membre du réseau Comète.

L'atmosphère de cette manifestation

« [...] Un mot d'ordre courut de bouche à oreille dès le matin et se répandit comme une trainée de poudre : "Tous à l'Arc de triomphe cet après-midi avec un insigne tricolore à la boutonnière". Faute de mieux, nous avons fabriqué à la hâte de petits pompons de laine bleue, blanche et rouge que nous attachions trois par trois. [...] Et à 16 heures nous étions, bien sûr, à l'Arc de triomphe. Des étudiants s'étaient déjà rassemblés au rond-point des Champs-Élysées et montaient vers l'Étoile en brandissant deux longues perches : c'était leur façon de dire qu'ils étaient avec de Gaulle (deux gaules). La place de l'Étoile était noire de monde. On déambulait silencieusement sur la chaussée. L'atmosphère était électrique. En divers endroits, on chantait La Marseillaise. » **Odile de Vasselot.**



Odile de Vasselot.

Archives personnelles Odile de Vasselot



Pierre Lefranc.

Archives nationales, 569 AP 265

« Sur les Champs-Élysées, il y avait des gens qui faisaient leurs courses, il y avait les soldats allemands qui se promenaient de façon tout à fait paisible [...]. Il y avait quelques voitures allemandes qui étaient garées sur les trottoirs. Au fur et à mesure que le temps passait, des groupes s'agglutinaient. On avait un petit peu un sentiment de force. On a repris les pratiques que nous connaissions des manifestations étudiantes et on a sifflé les Allemands, on les a un petit peu bousculés. Ils se sont engouffrés dans leurs voitures en essayant de partir. On a eu un sentiment de victoire. On avait l'impression qu'on était les maîtres des Champs-Élysées. Alors, on a continué de plus belle à chanter La Marseillaise, à acclamer le nom du Général. » **Pierre Lefranc.**

La réaction des policiers français et des Allemands

« La police [française] a essayé de nous repousser, mais la police la faisait vraiment très, très mollement. Il n'y a eu de changement d'attitude que quand les militaires allemands sont arrivés ; [...] en écartant et bousculant d'ailleurs les flics français. Car ils avaient l'impression qu'il y avait une espèce de tolérance et d'indifférence. Ils ne voulaient pas que nous arrivions jusqu'au tombeau. » **Alain Griotteray.**

« On a vu subitement une compagnie allemande avec des armes [...]. Puis, quand on est arrivé à l'Étoile, toujours en vociférant et en criant, ils se sont mis en arc de cercle le dos à l'Arc de triomphe et ils nous ont chargés en tirant. Je pense qu'ils ont tiré la plupart du temps en l'air. [...] Les premiers Allemands qui étaient là nous ont vus galoper sur l'avenue Marceau. Là, ils ont envoyé des grenades [...] j'en ai reçu une qui m'a éclaté dans les jambes – et j'ai boulé comme un lapin sur le macadam de l'avenue Marceau. Une dizaine d'Allemands sont venus et ils m'ont traîné devant le Drugstore Publicis. » **Pierre Lefranc.**



Alain Griotteray.

© «Mémoires» Alain Griotteray/DR

Activités du département AERI

Retracer le parcours d'un résistant ou d'un Français libre grâce aux archives, un guide vous y aide

Quotidiennement sollicitée par des particuliers souhaitant approfondir ou découvrir le parcours de leurs aïeux dans la Résistance, l'équipe de la Fondation de la Résistance s'est toujours efforcée de leur répondre au mieux.

Afin de donner un aperçu des sources disponibles, la Fondation de la Résistance réalise en 2010 une fiche méthodologique régulièrement actualisée disponible depuis son site institutionnel mais aussi depuis le Musée de la Résistance en ligne.

En mars 2017, réalisé par Fabrice Bourrée et Bruno Leroux, le dossier thématique du numéro 88 de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* est consacré à « La recherche biographique sur un résistant ». Toujours soucieuse de faire connaître les fonds d'archives permettant de retracer ces parcours, la Fondation a co-organisé avec le Service historique de la Défense le 12 juin 2018 une journée d'études. Celle-ci a permis de montrer la diversité des fonds d'archives contenant des dossiers individuels, d'étudier les possibilités qu'elles offrent dans le domaine de la recherche historique et de donner quelques conseils méthodologiques pour leur usage. Les captations vidéo des

différentes interventions sont publiées sur le Musée de la Résistance en ligne et sur notre chaîne Youtube.

En 2019, Fabrice Bourrée, fin connaisseur des fonds d'archives, est sollicité par Frédéric Quéguineur, alors en poste au Service historique de la Défense, pour réaliser un guide méthodologique. Ce projet vient d'aboutir avec la parution aux éditions Archives & Culture du livre *Retracer le parcours d'un résistant ou d'un Français libre. Guide d'orientation dans les fonds d'archives*.

Ce guide de 116 pages offre un panorama des ressources disponibles. Les deux premières parties du guide, consacrées aux services dans la Résistance, détaillent les fonds conservés dans les différentes antennes du Service historique de la Défense (Vincennes, Caen, Pau), aux Archives nationales, dans les services d'archives départementales mais également dans certaines bibliothèques, fondations ou musées de la Résistance et de la Déportation. La question des archives



conservées à l'étranger, y est également abordée. Cette évocation des services dans la Résistance concerne aussi bien les résistants de l'intérieur que ceux engagés au sein des Forces françaises libres. La troisième partie traite des archives des organismes de répression et des lieux de détention des résistants : archives des forces du maintien de l'ordre, archives judiciaires et pénitentiaires, archives des camps et prisons en Allemagne... Enfin, la dernière partie est dédiée aux décorations françaises et étrangères attribuées au titre de la Résistance intérieure ou de la France libre.

Soutenu par la Fondation de la Résistance et par le Service historique de la Défense, ce guide permettra nous l'espérons à tout chercheur, généalogiste ou simple curieux, de savoir où et comment chercher pour retracer au mieux un parcours individuel. ●

FB



Page d'accueil de l'exposition « Le 11 novembre 1940 » du musée de la Résistance en ligne.

« Le 11 novembre 1940 ». Une exposition virtuelle à découvrir sur le musée de la Résistance en ligne

à l'Arc de triomphe non seulement pour commémorer l'anniversaire de l'Armistice de 1918, mais également pour manifester leur opposition à l'occupation allemande et à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Jusqu'en 1944, elle reste la seule manifestation étudiante à Paris et a été considérée par le général de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, comme « la première réponse publique à son appel du 18 juin 1940 ».

Au travers d'une sélection de documents issues des archives publiques (Archives nationales, archives départementales, Bibliothèque nationale de France, préfecture de police de Paris) comme d'archives privées (notamment les archives de l'association des résistants du 11 novembre 1940 conservées au Service historique de la Défense à Vincennes), cette exposition virtuelle⁽¹⁾ retrace la genèse de cet événement emblématique avant de détailler le déroulement de cette journée du 11 novembre 1940 aussi bien à Paris qu'en province. Elle revient ensuite sur les conséquences de la manifestation parisienne et sur les rumeurs autour des victimes des représailles allemandes.

Sont évoquées les mémoires du 11 novembre 1940, du récit communiste qui se met progressivement en place après la Libération jusqu'à la création en 1959 de l'association des résistants du 11 novembre 1940, apolitique par ses statuts mais officieusement gaulliste.

Enfin, l'exposition propose de suivre les parcours individuels de plusieurs manifestants du 11 novembre 1940. Selon les recherches menées en 1998 par l'association précitée, sur 114 adhérents ayant renvoyé le questionnaire qui leur avait été adressé, 52 ont répondu avoir eu une activité résistante après le 11 novembre 1940 et 10 d'entre eux ont été déportés pour faits de résistance. Ce travail qui s'appuie en grande partie sur l'article d'Alain Monchablon, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940. Histoire et mémoires⁽²⁾ » a été réalisé en partenariat avec le Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants (GERME) et la Cité des Mémoires étudiantes. ●

FB

(1) www.museedelaresistance.org

(2) In *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81.

À lire

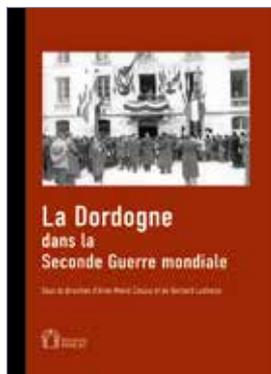
Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale.

Sous la direction de Anne-Marie Cocula et de Bernard Lachaise.

Éditions Fanlac, 2020, 347 p., 25 €.

Sollicités par l'association « Centre départemental de la Mémoire. Résistance et Déportation de la Dordogne » pour une mise au point scientifique de l'histoire de la Dordogne au cours de la Seconde Guerre mondiale, Anne-Marie Cocula et Bernard Lachaise, tous deux professeurs émérites à l'Université Bordeaux Montaigne, ont réuni les meilleurs spécialistes dans un ouvrage collectif publié par les éditions Fanlac. Le profil varié des contributeurs, qui possèdent des compétences différentes selon leurs champs de recherche, permet d'offrir une histoire globale puisque sont abordés aussi bien les aspects politiques, économiques, sociaux mais aussi culturels de la période. En ne se limitant pas aux seules années du conflit, le cadre chronologique adopté, du milieu des années 1930 jusqu'à la « sortie de guerre », permet de replacer dans un temps long les événements survenus au cours de la guerre et de l'Occupation.



Le grand mérite de cet ouvrage consiste à intégrer à l'histoire locale les avancées historiographiques les plus récentes portant notamment sur l'évolution de l'opinion, les relais du régime de Vichy, la naissance et le développement de la Résistance, la répression et la déportation ou encore le poids

des contraintes économiques. Surtout, l'ouvrage permet de bien saisir les spécificités qui ont pu caractériser la Dordogne au cours de la période. Le département a été une terre de refuge pour les Alsaciens évacués en 1939 (80 000 Alsaciens accueillis dont 12 000 à Périgueux). Cela a pu avoir des conséquences importantes pour la vie locale (problèmes d'hébergement, de ravitaillement, d'intégration). Cette communauté de réfugiés a aussi fourni quelques-unes des figures pionnières de la Résistance. Le fait que le département soit traversé par la ligne de démarcation constitue une autre spécificité, qui explique la constitution précoce de réseaux entre les deux zones, le plus connu étant celui de Louis de la Bardonnie. Enfin, les caractéristiques géographiques (ruralité, importance des forêts et des reliefs) et politiques (enracinement du communisme rural) du département expliquent qu'il soit apparu comme l'une des principales terres de maquis à partir de 1943 et, par contre-coup, comme l'un des plus touchés par la répression allemande avec plusieurs villages martyrs (Rouffignac, Mouleydier), 1 200 otages fusillés, 1 800 déportés, et environ un millier de maquisards et FFI tués aux combats. ●

Fabrice Grenard

Le livre des 9 000 déportés de France

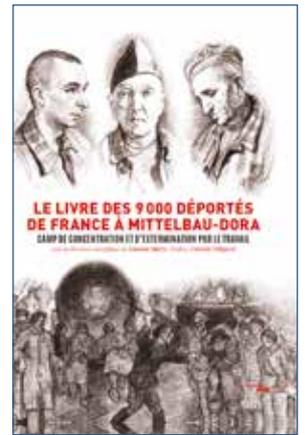
à Mittelbau-Dora. Camp de concentration et d'extermination par le travail.

Sous la direction scientifique de Laurent Thiery.

Préface d'Aurélie Filippetti.

Le Cherche-Midi, 2020, 2456 p., 49 €.

Ce livre réunit les notices biographiques des déportés de nationalité française ou étrangère connus à ce jour qui, partis de France, sont passés par le camp de Mittelbau-Dora en Allemagne. Il rassemble les parcours de près de 9 000 déportés (dont 7 femmes) en majorité des déportés politiques, qui y ont été immatriculés entre 1943 et 1945. Les détenus, qui ont d'abord dû creuser des tunnels destinés à assembler à l'abri des raids aériens alliés les fusées V2, ont travaillé et vécu dans des conditions inhumaines. « L'enfer de Dora », tel que l'ont qualifié les survivants, a vu disparaître en moins de deux ans près de 20 000 hommes sur 60 000 détenus venus de toute l'Europe, faisant de Mittelbau-Dora l'un des camps de concentration les plus meurtriers du III^e Reich.



L'idée de réaliser un livre rassemblant tous les déportés partis de France passés par le camp de Mittelbau-Dora est riche de sens. Cette approche prosopographique et l'étude d'un groupe cohérent permettra de constituer une base de données pour mieux comprendre le système concentrationnaire. Mais ce livre est aussi destiné aux déportés et à leurs familles. Dans les années 1960, les membres de l'amicale Dora-Ellrich décident d'écrire l'histoire du camp en recueillant des témoignages, à l'époque où l'un des responsables du camp l'ingénieur Wernher von Braun poursuit sa carrière aux États-Unis dans le cadre de la conquête spatiale. Aux côtés de l'historien Yves Le Maner du centre d'histoire de La Coupole (Pas-de-Calais), ils lancent le défi d'écrire un dictionnaire biographique. C'est l'historien Laurent Thiery qui va mener à bien ce projet dès 2013 à La Coupole en rassemblant autour de lui près de 60 auteurs originaires de toute la France. Ce livre doit beaucoup à la rigueur des données qu'il a rassemblées, aux partenariats qu'il a tissés et à ses qualités fédératrices. Déjà de nombreuses redevances publiées dans la presse nationale, locale et associative mais aussi sur les réseaux sociaux ont salué ce remarquable travail historique. Des événements sont organisés à travers la France qui permettront de remettre le livre aux déportés survivants et aux familles, mais aussi de présenter l'ouvrage à un large public. ●

Hélène Staes

Prix Philippe Viannay - Défense de la France 2020

Créé en 1991 par l'Association Défense de la France, attribué par la Fondation de la Résistance depuis la dissolution de cette association en 2006, le prix Philippe Viannay-Défense de la France récompense chaque année un ouvrage en français ou dans une langue étrangère ou un manuscrit inédit consacré à la Résistance au nazisme en France ou en Europe.

Réuni le 10 septembre 2020 sous la présidence du professeur Jean-Pierre Azéma, le jury composé des historiens Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Bruno Leroux et Dominique Veillon a décerné cette année le prix à l'universitaire américaine Paula Schwartz pour son ouvrage consacré à la manifestation de la rue de Buci du 31 mai 1942 et intitulé *Today Sardines Are Not For Sale. A Street Protest in Occupied Paris* (Oxford University Press, 2020). À l'issue d'une véritable enquête menée dans les archives, notamment les fonds de la préfecture de police de Paris, Paula Schwartz démontre comment cette « manifestation de ménagères », loin d'être spontanée, relevait en réalité

d'une préparation minutieuse par le Parti communiste clandestin. Elle suit également les trajectoires des principaux acteurs d'une manifestation qui a mobilisé des militantes (dont la « meneuse » Madeleine Marzin) mais aussi des hommes chargés de constituer des groupes de protection, et explique la façon dont ils ont été traqués, et pour la plupart arrêtés et condamnés. Son ouvrage aborde enfin les enjeux de mémoire d'un événement qui apparaît aujourd'hui plutôt oublié.

La remise officielle du prix a lieu traditionnellement au palais du Luxembourg, salle René Coty, à la mi-novembre. Du fait des circonstances actuelles et de la situation sanitaire, cette cérémonie n'a malheureusement pas pu se tenir cette année. Habitant aux États-Unis, il n'était pas possible à la lauréate d'y assister. Son ouvrage fera l'objet d'une présentation lors de la cérémonie qui sera organisée l'année prochaine pour la remise du prix 2021 et Paula Schwartz sera invitée à y participer. ●

FG

Trois témoignages sur la manifestation du 11 novembre 1940 pour préparer le CNRD

Le site internet de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance permet de rendre accessible trois témoignages évoquant la manifestation du 11 novembre 1940 au cours de laquelle « des étudiants parisiens se rassemblèrent sur la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe et descendirent les Champs-Élysées en portant ostensiblement des gaules de bois sur l'épaule ⁽¹⁾ ». Ces témoignages constituent un corpus utile pour les enseignants dans le cadre de leurs activités pédagogiques et plus particulièrement dans le cadre de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2019-2021 sur le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister ».

Pierre Lefranc ⁽²⁾, alors étudiant parisien, se souvient de l'organisation de cette première manifestation collective d'opposition à l'occupant durant laquelle il a été blessé. « C'est dans les sous-sols de la faculté de Droit de Paris, rue Saint-Jacques, que nous avons photocopié le premier tract d'appel à une manifestation le 11 novembre 40 [...]. Le lieu s'imposait, c'était le Soldat inconnu. C'est comme ça que nous nous sommes retrouvés à plusieurs centaines, très difficile de savoir le nombre que nous étions, il y avait aussi des lycéens qui, à la sortie des cours le soir, nous ont rejoints et les choses se sont à peu près bien passées et avec des Marseillaises, des cris de "Vive de Gaulle" jusqu'à un certain moment où des Allemands qui étaient là, des officiers, des soldats qui se promenaient sur les Champs-Élysées ont été malmenés. À partir de ce moment-là, les Allemands ont trouvé que ça dépassait les limites et nous avons vu monter une compagnie qui marchait au pas cadencé, ils sont passés devant nous avenue des Champs-Élysées, ils sont montés à l'Étoile, là ils ont formé un demi-cercle et ils nous ont dispersés. Alors ils ont tiré [...] en l'air sans ça il y aurait eu des centaines de blessés ou de morts mais moi-même je n'ai pas eu de chance, j'ai été blessé par une grenade, [...] qui a éclaté à mes pieds et j'ai été ramassé et incarcéré à la prison de la Santé, où nous avons été gardés pendant un mois. »



Pierre Lefranc.

Les témoignages d'**Odile de Vasselot** et d'**Ivan Denys** sont aussi précieux pour tous ceux qui veulent comprendre ces premiers moments d'opposition où les étudiants et les lycéens ont joué un grand rôle.

Il y deux ans à la Fondation de la Résistance, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a organisé une rencontre intergénérationnelle entre ces deux témoins et les élèves du collège Fernande Flagon de Valenton (Val-de-Marne) accompagnés de leur professeure-documentaliste Marie Ostaszewski.

Ainsi, **Odile de Vasselot** nous fait revivre l'atmosphère de cette manifestation parisienne qui a marqué le début de son engagement dans la Résistance. « Je ne sais à qui revient l'initiative de la manifestation qui marqua ce jour [...] J'ai plutôt l'impression que ce n'est qu'au dernier moment et



Ivan Denys et Odile de Vasselot lors de leur intervention devant les élèves du collège Fernande Flagon de Valenton (Val-de-Marne).

Photo MER

spontanément, que naquit au sein du milieu étudiant l'idée de profiter du 11 novembre pour enfin relever la tête [...] un mot d'ordre courut de bouche à oreille [...] "Tous à l'Arc de triomphe cet après-midi avec un insigne tricolore à la boutonnière". Faute de mieux, nous avons fabriqué à la hâte de petits pompons de laine bleue, blanche et rouge que nous attachions trois par trois. [...] Et à 16 heures nous étions, bien sûr, à l'Arc de triomphe. Des étudiants s'étaient déjà rassemblés au rond-point des Champs-Élysées et montaient vers l'Étoile en brandissant deux longues perches : c'était leur façon de dire qu'ils étaient avec de Gaulle [...]. La place de l'Étoile étaient noire de monde [...] L'atmosphère était électrique⁽³⁾»

Ivan Denys, élève au lycée Janson de Sailly à Paris : « Curieusement, un élève, nous qui n'avions jamais entendu parler de De Gaulle, nous offre [...] de petites croix de Lorraine [...]. Notre professeur de lettres [...] tente de nous en dissuader [...] nous irons à l'Étoile ! Le mot d'ordre se diffuse [...]. On est si nombreux, on se sent si fort ! Mais la foule ne nous permet pas d'avancer. [...] Nous chantons La Marseillaise [...] Brusquement, après quelques dizaines de minutes, on entend de lourds bruits de moteurs qui s'approchent. [...] On discute, on s'interroge. Impossible d'atteindre l'Étoile, impossible d'atteindre l'Arc de triomphe : on se replie – sans se sentir vaincus. Cette manifestation nous remplit de joie, de fierté : nous avons bravé les interdictions, nous avons célébré le 11 novembre, jour de victoire, une victoire que nous espérons, à notre tour, de remporter un jour⁽⁴⁾... »

Aujourd'hui encore, Odile de Vasselot et Ivan Denys, respectivement âgés de 98 ans et

94 ans, continuent d'apporter leur témoignage sur la Résistance dans le cadre du CNRD auquel ils sont toujours très attachés. ●

Jean Novosseloff

(1) Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Les Arènes, 2017.

(2) Pierre Lefranc est un des organisateurs de cette manifestation et fut par la suite un proche collaborateur du général de Gaulle. Cofondateur, avec André Malraux, de l'Institut Charles de Gaulle devenu en 1990 la Fondation Charles de Gaulle, il en fut son premier président.

(3) Odile de Vasselot, *Tombés du ciel. Histoire d'une ligne d'évasion*, Paris, éditions du Félin, 2005, p. 216-217.

(4) Ivan Denys, *Lycéen résistant*, Paris, éditions Signes et Balises, 2013, p. 14-15.

Adhésion :

Merci de votre soutien financier qui permet à l'association de poursuivre ses activités partout en France.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org

site internet : www.memoresist.org

Tél. : 01 45 66 92 32

Le site internet www.memoresist.org

Le site internet de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance retrace les parcours de 1 200 résistants et permet d'écouter et de lire les témoignages de 50 résistantes et résistants. Sont aussi consultables les comptes-rendus de plus de 120 ouvrages sur la Résistance et bien sûr les activités de l'association tant à Paris qu'en province.

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire 2019-2020

En 2020, dix photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire qui a décerné un prix unique à l'occasion de cette vingt-deuxième édition.

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été lancé en 1998 par la Fondation de la Résistance dans le sillage du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème d'alors invitait les élèves à rechercher l'histoire des lieux de Mémoire⁽¹⁾. L'idée initiale était de permettre aux candidats du CNRD de valoriser leurs productions photographiques réalisées dans ce cadre. Depuis, ce concours, le seul du genre, offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire, situés en France ou à l'étranger, relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation. Par la maîtrise de la photographie et la rédaction d'un texte explicatif, les candidats expriment leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux de ces plaques, stèles et monuments. Son jury est composé d'iconographes, d'historiens, de conservateurs de musées, de journalistes et de représentants d'institutions et d'associations de mémoire et d'histoire.

Depuis plusieurs années, la qualité de nombreuses œuvres reçues a encouragé les membres du jury à multiplier les actions pour promouvoir activement ce concours. La Direction des Patrimoines, de la Mémoire, et des Archives (DPMA-ministère des Armées) et l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG), ont largement diffusé les informations appelant les enseignants du secondaire à y participer.

En vingt-deux ans, ce concours, véritable formation à l'éducation à l'image, a permis à près de 800 collégiens, lycéens et apprentis de montrer les liens tangibles qui les unissent à cette « mémoire de pierre » et les leçons civiques qu'ils en tirent. Un certain nombre de travaux sont accompagnés de textes à résonnance littéraires comme des poèmes traduisant l'émotion ressentie par les élèves en ces lieux.

La période de confinement qu'a connue la France au printemps 2020 a eu pour conséquence de réduire très significativement la participation des candidats au Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire. Comme tous les voyages pédagogiques, ceux à destination des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale ont été annulés à partir de cette période. Or, l'expérience prouve que c'est lors de ces séjours que les élèves prennent les photographies qu'ils soumettent au jury. Aussi, pour la session 2019-2020, celui-ci n'a reçu que dix photographies dont cinq ont été jugées hors concours puisque leur auteur était un photographe professionnel (cf. article 1 du règlement). Cependant, étant donné l'implication des enseignants et des élèves dans ces circonstances exceptionnelles, l'ensemble du jury a décidé qu'une réunion à distance devait être organisée pour examiner les travaux reçus⁽²⁾ et désigner un prix unique. ●

FM

(1) Le thème du CNRD 1998-1999 était : « Des plaques, des stèles, des monuments évoquent le souvenir des actions de résistance et la mémoire des victimes des persécutions et des répressions de la période 1940 à 1945. Recherchez et commentez l'histoire de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants ».

(2) Le jury a examiné cinq photographies provenant de cinq candidats issus de trois établissements scolaires (un lycée général et deux collèges). On comptait parmi eux trois collégiens et deux lycéens.

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention depuis 2001 ainsi que le règlement de ce concours sur le site de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org à la rubrique « Actions pédagogiques » / « Concours de la meilleure photo »



Photo Justine Chevillard

Le premier prix du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été décerné à Justine CHEVILLARD, élève de troisième au collège Henri de Navarre à Nérac (Lot-et-Garonne) pour son cliché pris du camp de concentration de Vught-Hertogenbosch

Dans ce camp de concentration nazi situé au sud des Pays-Bas ont été internés plus de 30 000 prisonniers entre janvier 1943 et septembre 1944, dont des Juifs, des Tsiganes, des homosexuels et des résistants.

Cette candidate a accompagné sa création de réflexions que lui inspira ce lieu mais surtout d'un poème traduisant son émotion dans ce camp de concentration.

« Le cliché représente une double barrière de barbelés, électrifiés pendant la guerre, séparée par un fossé où se reflètent trois miradors. Plus à gauche se trouve une baraque de prisonniers. Autant de vestiges qui témoignent encore aujourd'hui d'une lourde impression d'enfermement et de privation de liberté. J'ai souhaité donner un effet sépia à ma photographie pour rehausser l'intensité du lieu et exprimer un caractère d'éternité comme si le temps s'y était figé, avec l'objectif de faire ressentir à chacun la nécessité de ne pas oublier les crimes atroces qui s'y sont déroulés. Quand je regarde cette photographie, je ne cesse ainsi de penser à ce millier d'enfants passés par Vught avant d'être exterminés à Sobibor, à ces 70 femmes enfermées dans une cellule de 9 mètres carrés sans ventilation^(*), à ces 749 prisonniers qui y sont morts. Pourquoi cette haine ? Une question et des sentiments qui m'ont inspiré ce poème. »

Pourquoi cette haine ?

*Ici, je la ressens partout,
Tout autour de nous cette haine.
Emprisonné depuis 20 jours
Cette haine me fait de la peine.*

*Je suis juif, j'ai 10 ans,
Je demande à maman
Pourquoi cette haine ?*

*Elle non plus ne sait pas
D'où vient-elle cette haine ?
Ça changera, dit-elle
Et je m'endors dans ses bras.*

*Toute la journée cette haine
Dans les yeux de ces criminels
Diaboliques comme Himmler,
Tyranniques comme Hitler.*

*Chaque jour ce ciel bleu,
Et cet horizon noir.
Me voient-ils mes aïeux
Derrière ce crématore ?*

*La Mort va-t-elle nous prendre
Dans ses bras par centaines
Nous ôtant cette haine
Où nous laisser attendre ?*

*Je vois bien une obscure clarté
Dans le regard des prisonniers
Mélange de haine et d'espoir
Et la liberté la revoir.*

*Pourquoi ?
Pourquoi cette haine ?*

(*) Le drame du bunker a eu lieu du 15 au 16 janvier 1944. Alors que plusieurs femmes ont montré leur solidarité envers une des codétenues, le commandant du camp décide d'en enfermer le plus possible dans une cellule. Au total 74 femmes sont ainsi emprisonnées dans une cellule de 9 m². Pendant quatorze heures, elles restent ainsi entassées manquant rapidement d'oxygène. Lorsque la cellule est ouverte, dix femmes sont retrouvées mortes.